

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Beaune

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Drets

	T3 2025	Part	Evol. par rapport au T2 2025 T3 2024	
Beaune				
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	2 860	100 %	+3,2	+2,5
<25 ans	490	17 %	+14,0	+25,6
25-49 ans	1 530	53 %	+1,3	+2,0
50 ans et +	840	29 %	+1,2	-6,7
Hommes	1 410	49 %	+2,9	+2,9
Femmes	1 440	50 %	+2,9	+2,1
Catégories ABC (données cvs-cjo)	6 300	100 %	+1,1	+1,3
<25 ans	810	13 %	+2,5	+11,0
25-49 ans	3 560	57 %	+0,8	+0,6
50 ans et +	1 930	31 %	+1,0	-1,0
Hommes	2 820	45 %	+1,4	+1,8
Femmes	3 480	55 %	+1,2	+0,9
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	2 960	47 %	+2,1	+2,1
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	400		+8,1	-4,8
Catégorie E (données cvs-cjo)	460		+0,0	-16,4
Catégorie F (données brutes)	520		/	/
Catégorie G (données brutes)	320		/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 3e trimestre 2025

2 860 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 3,2 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une hausse de 1,1 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 13 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 2,5 % par rapport au trimestre précédent.

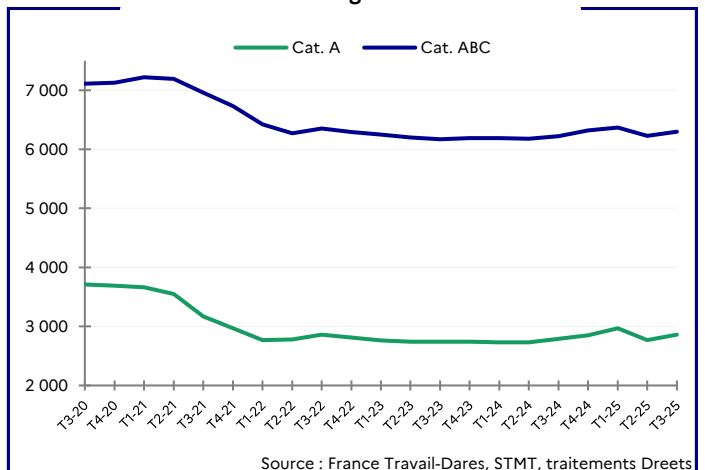
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 57 % du total. Leur nombre croît de 0,8 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 31 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre croît de 1,0 % par rapport au trimestre précédent.

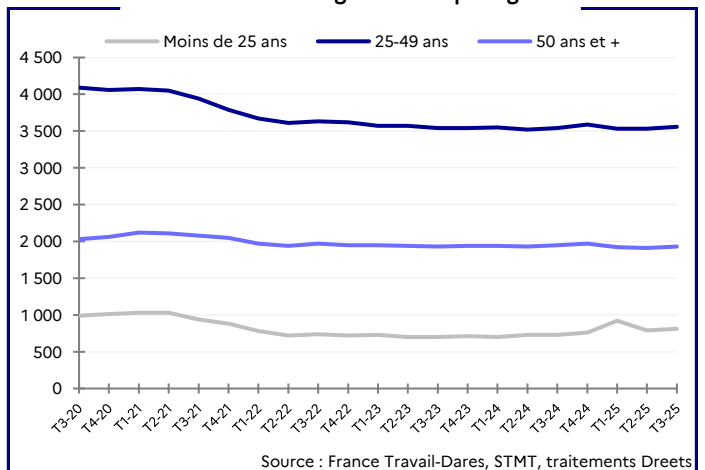
Les DELD forment 47 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 2,1 % par rapport au trimestre précédent.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 520 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 320 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Beaune

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA)

	Beaune		
	T3	Cumul	Evol. (en %)
	2025	2025	cumul 25/cumul 24
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	s	16	-56,8
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	51	147	-3,3
CEJ	113	284	+14,1
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 2T2025)	34	101	-10,0

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements DreetS - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T2	T2	T2
Beaune	2025	2024	2023
Equivalent emplois à temps plein	1 660	1 770	1 720
dont			
Agriculture	100	90	110
Industrie	690	730	670
Construction	160	190	220
Commerce	190	200	200
Services	520	560	520

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Transports et entreposage	350
Ind. agro-alimentaires	220
Commerce, réparation automobile	190
Construction	160
Fab. de produits en caoutchouc, plastique	130

Guide de lecture :

Au 2e trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 1 660 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 690 emplois (ETP), représentant environ 42 % du total. Ce nombre diminue de 5 % en un an. Le secteur des services suit avec 520 emplois (ETP), soit environ 31 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur diminue de 7 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : transports et entreposage (environ 350 ETP), fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (environ 220 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source : DGEFP, données provisoires au 16/10/2025

	T2	T2
Beaune	2025	2024
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	s	s
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	29	11
Heures indemnisées	4 079	13 840
Taux de consommation	37,0	56,7

s : secret statistique

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

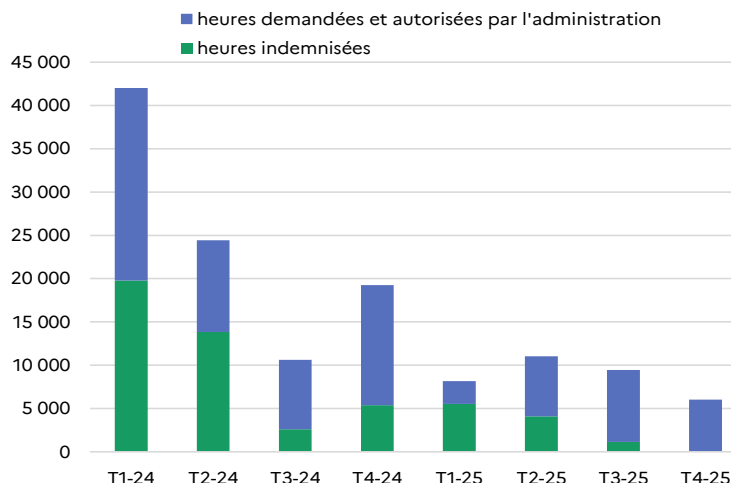
Guide de lecture :

Au 2e trimestre 2025, en moyenne :

29 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 4 079 heures. Les établissements ont consommé 37 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires



Beaune

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

	T2 2025	T2 2024
Beaune		
Embauches	9 249	8 733

Contrats signés		
dont		
CDD	7 921	7 337
CDI	1 328	1 396
Evol. CDD	+8,0 %	+3,0 %
Evol. CDI	-4,9 %	-3,0 %

Départs	8 469	7 878
----------------	--------------	--------------

Fins de CDD	6 593	6 169
dont CDD <1 mois	90 %	91 %

Ruptures de contrat	1 876	1 709
démissions	765	773
lic. économiques	44	17
fins période d'essai	424	363
retraite	105	94
rupture conventionnelle	174	200
lic. non économiques	310	216
autres	54	46

Au 2e trimestre 2025

- Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
9 249 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 516 en plus par rapport à l'an dernier à la même période.
- Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 14 % des recrutements contre 16 % à la même période en 2024.
- Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
6 593 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 90 % duraient moins d'un mois (91 % il y a un an à la même période).
- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
1 876 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 167 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 41 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 6 % des ruptures, les licenciements économiques 9 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	2 797
Départs	2 242
Part des jeunes dans les embauches :	30 %
Part CDI	12 %
Part des jeunes dans les départs :	26 %
Part CDD <1 mois	87 %



Focus sur les seniors

Embauches	2 433
Départs	2 511
Part des seniors dans les embauches :	26 %
Part CDI	4 %
Part des seniors dans les départs :	30 %
Part CDD <1 mois	94 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Ils représentent 30 % des embauches et 26 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 12 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 87 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

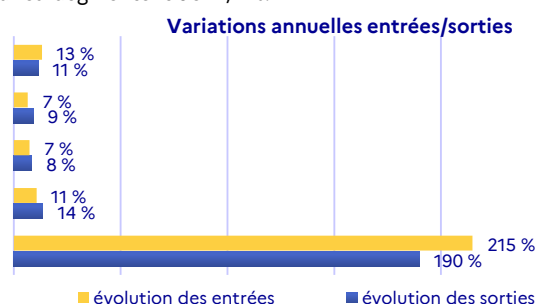
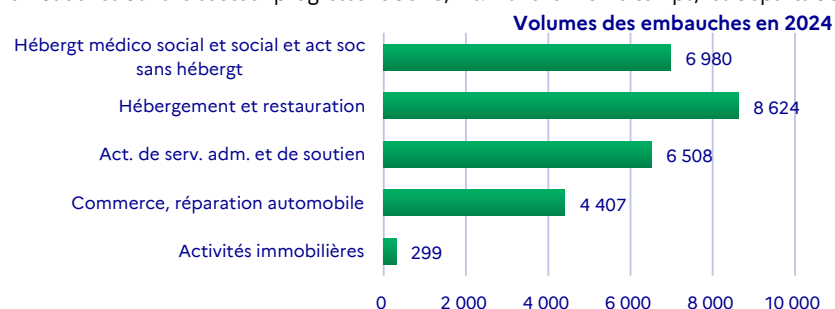
Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

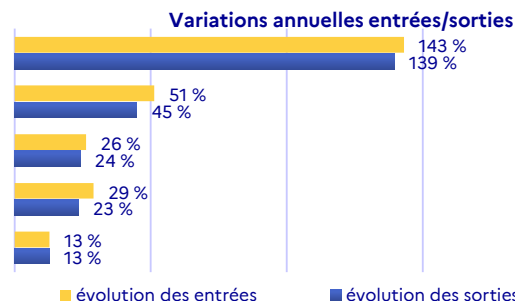
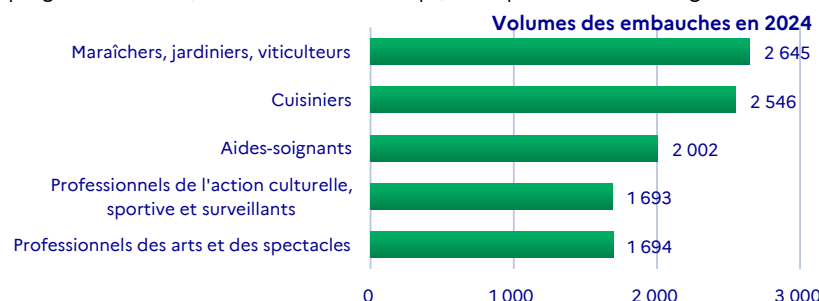
- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?
Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 13,1 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 11,4 %.



Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?
La famille de métiers "maraîchers, jardiniers, viticulteurs" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 143,1 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 139,5 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Beaune

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2016	2022	Evol. 2022/2016	
			En valeur	En %
Beaune	111 295	109 350	-1 945	-1,7
Côte d'Or	533 213	537 577	+4 364	+0,8
Région BFC	2 818 338	2 803 977	-14 361	-0,5

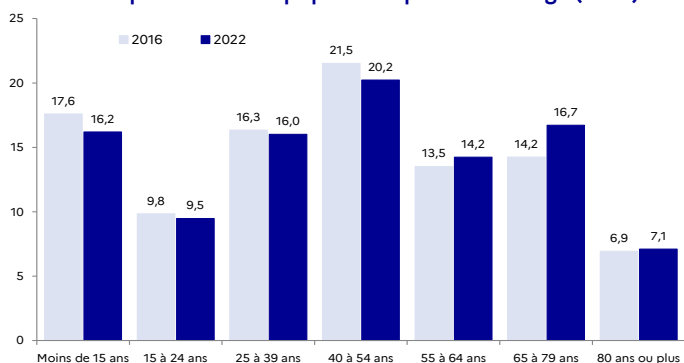
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

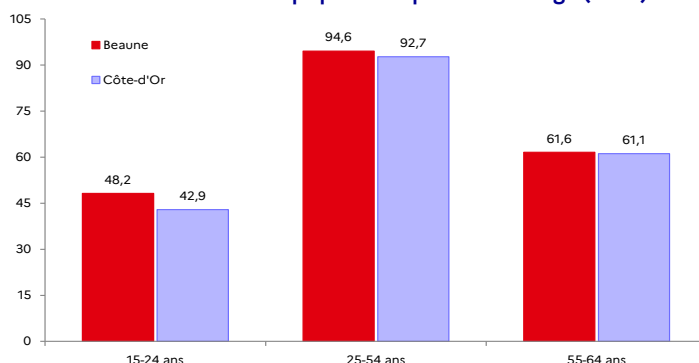
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016
Beaune	52 743	52 076	-1,3	25 225	25 185	-0,2	47 475	48 242	+1,6
Côte d'Or	250 593	253 063	+1,0	122 946	124 123	+1,0	220 999	228 670	+3,5
Région BFC	1 271 663	1 262 620	-0,7	612 424	609 041	-0,6	1 109 159	1 130 545	+1,9

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2024

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Beaune	2 707	7 794	542	11 063	93	8 664	5	1 402	3 347	28 923
Côte d'Or	11 459	34 406	2 613	52 818	507	49 042	55	21 529	14 634	157 795
Région BFC	54 528	163 930	11 566	232 376	2 082	199 387	201	90 414	68 377	686 106

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2024	2023	Evol. (en %)	2024 (en %)	2023 (en %)
Beaune					
Commerce, réparation automobile	6 865	6 876	-0,2	23,7	24,0
Transports et entreposage	2 973	2 994	-0,7	10,3	10,5
Hébergement et restauration	2 721	2 636	+3,2	9,4	9,2
Ind. agro-alimentaires	2 295	2 237	+2,6	7,9	7,8
Construction	2 251	2 219	+1,4	7,8	7,7
Hébergmt médico social et social et act soc sans hébergmt	1 710	1 655	+3,3	5,9	5,8
Activités juridiques, comptables	1 268	1 258	+0,8	4,4	4,4
Act. de serv. adm. et de soutien	1 094	1 139	-3,9	3,8	4,0
Travail du bois, ind. du papier et imprimerie	996	1 028	-3,1	3,4	3,6
Fab. de machines et équipements	711	709	+0,3	2,5	2,5
Rép. et inst. de machines et équip.	676	608	+11,2	2,3	2,1
Activ. financières et d assurance	631	665	-5,1	2,2	2,3
Toutes activités	28 923	28 648	+1,0	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dijon Hors Métropole

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

Dijon Hors Métropole				
	T3 2025	Part	Evol. par rapport au T2 2025 T3 2024	
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	2 640	100 %	+1,5	+6,0
<25 ans	470	18 %	+4,4	+23,7
25-49 ans	1 410	53 %	+1,4	+5,2
50 ans et +	750	28 %	-2,6	-2,6
Hommes	1 350	51 %	+0,7	+9,8
Femmes	1 290	49 %	+1,6	+1,6
Catégories ABC (données cvs-cjo)	5 960	100 %	+0,8	+2,9
<25 ans	820	14 %	+0,0	+13,9
25-49 ans	3 390	57 %	+1,8	+2,4
50 ans et +	1 750	29 %	-1,1	-0,6
Hommes	2 700	45 %	+1,9	+6,7
Femmes	3 260	55 %	+0,0	-0,3
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	2 770	46 %	+0,4	+0,0
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	420		+10,5	+10,5
Catégorie E (données cvs-cjo)	440		+7,3	-10,2
Catégorie F (données brutes)	240		/	/
Catégorie G (données brutes)	370		/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 3e trimestre 2025

2 640 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 1,5 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une hausse de 0,8 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 14 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre est stable par rapport au trimestre précédent.

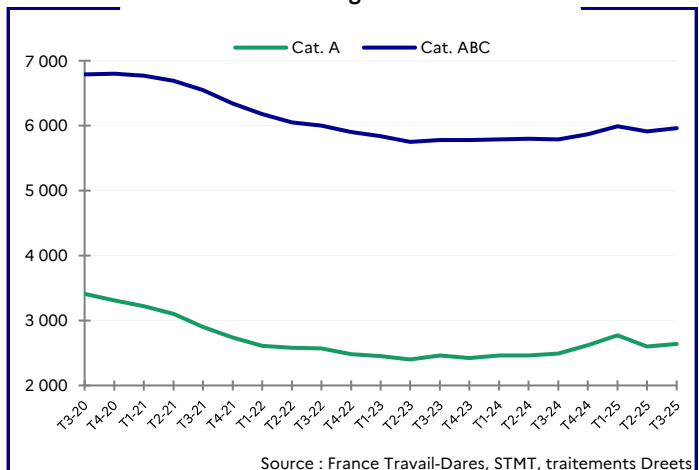
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 57 % du total. Leur nombre croît de 1,8 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 29 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre baisse de 1,1 % par rapport au trimestre précédent.

Les DELD forment 46 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 0,4 % par rapport au trimestre précédent.

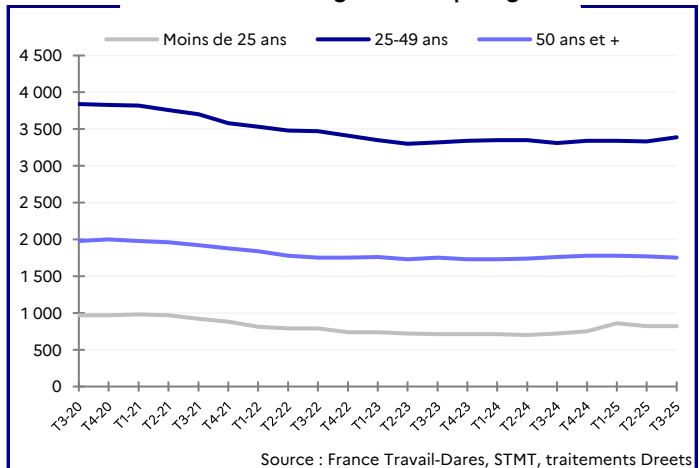
Au sein des deux catégories nouvellement créées, 240 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 370 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

Inscrits en catégories ABC par âge



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dijon Hors Métropole

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA)

Dijon Hors Métropole

	T3 2025	Cumul 2025	Evol. (en %) cumul 25/cumul 24
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	s	8	-60,0
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	89	248	+90,8
CEJ	49	193	-13,8
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 2T2025)	17	53	+25,7

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T2 2025	T2 2024	T2 2023
Dijon Hors Métropole	770	700	730
Equivalent emplois à temps plein			
dont Agriculture	0	0	0
Industrie	330	340	360
Construction	90	90	100
Commerce	70	50	60
Services	280	220	210

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Transports et entreposage	110
Construction	90
Fab. de matériels de transport	80
Commerce, réparation automobile	70
Métallurgie et fab. de produits métalliques	60

Guide de lecture :

Au 2e trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 770 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 330 emplois (ETP), représentant environ 43 % du total. Ce nombre diminue de 3 % en un an. Le secteur des services suit avec 280 emplois (ETP), soit environ 36 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur augmente de 27 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : transports et entreposage (environ 110 ETP), construction (environ 90 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 16/10/2025

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires

	T2 2025	T2 2024
Dijon Hors Métropole		
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	s	s
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	s	13
Heures indemnisées	s	756
Taux de consommation	s	8,1

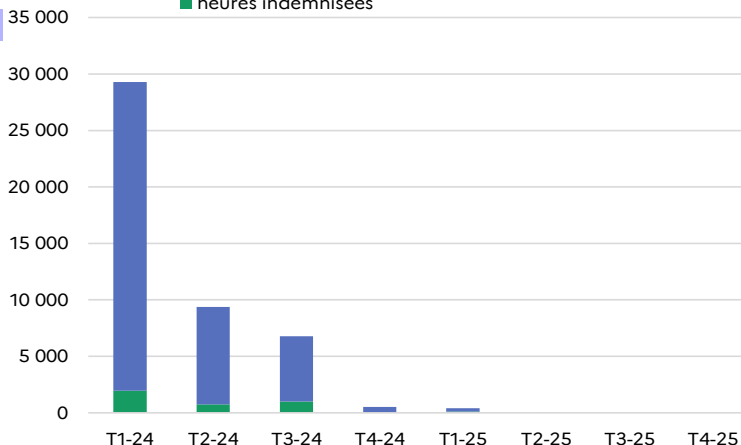
s : secret statistique

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

Guide de lecture :

Sans objet.

■ heures demandées et autorisées par l'administration
■ heures indemnisées



Dijon Hors Métropole

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

	T2 2025	T2 2024
Dijon Hors Métropole	4 869	4 447

Embauches		
Contrats signés		
dont		
CDD	4 182	3 741
CDI	687	706
Evol. CDD	+11,8 %	-2,2 %
Evol. CDI	-2,7 %	+3,8 %
Départs	4 751	4 436
Fins de CDD	3 903	3 549
dont CDD <1 mois	92 %	91 %
Ruptures de contrat	848	887
démissions	374	360
lic. économiques	13	8
fins période d'essai	165	177
retraite	51	67
rupture conventionnelle	91	109
lic. non économiques	126	134
autres	28	32

Guide de lecture :

Au 2e trimestre 2025

- Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
4 869 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 422 en plus par rapport à l'an dernier à la même période.
- Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 14 % des recrutements contre 16 % à la même période en 2024.
- Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
3 903 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 92 % duraient moins d'un mois (91 % il y a un an à la même période).
- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
848 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 39 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 44 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 6 % des ruptures, les licenciements économiques 11 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
1 576	1 444
Part des jeunes dans les embauches :	Part des jeunes dans les départs :
32 %	30 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
10 %	91 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
1 145	1 196
Part des seniors dans les embauches :	Part des seniors dans les départs :
24 %	25 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
6 %	93 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Ils représentent 32 % des embauches et 30 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 10 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 91 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

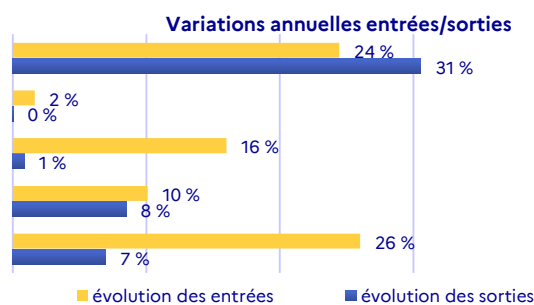
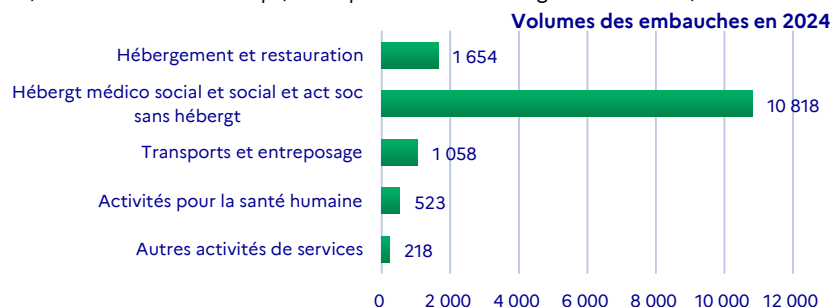
Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

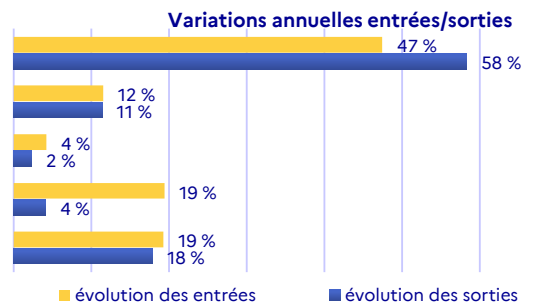
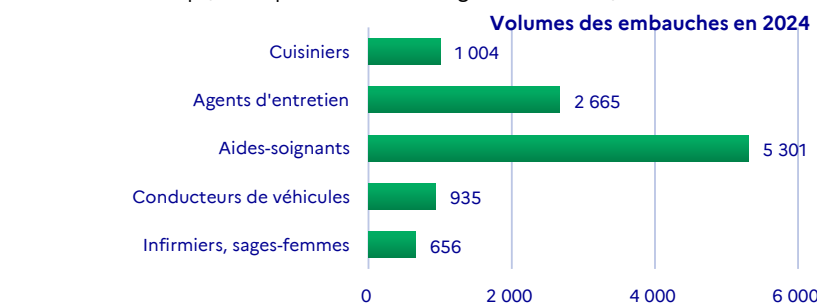
- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?
Le secteur "hébergement et restauration" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 24,5 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 30,6 %.



Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?
La famille de métiers "cuisiniers" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 47,4 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 58,3 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dijon Hors Métropole

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2016	2022	Evol. 2022/2016	
			En valeur	En %
Dijon Hors Métropole	109 947	111 739	+1 792	+1,6
Côte d'Or	533 213	537 577	+4 364	+0,8
Région BFC	2 818 338	2 803 977	-14 361	-0,5

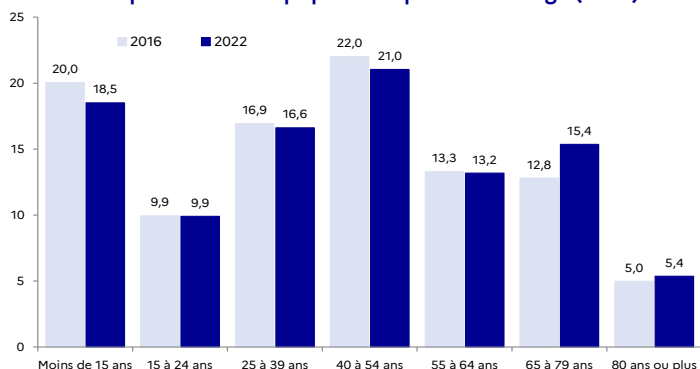
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

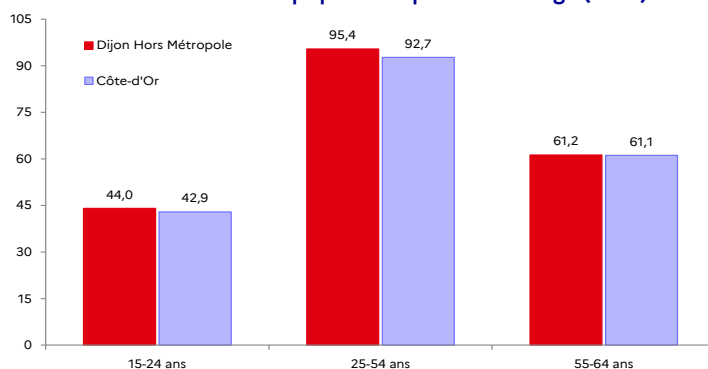
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016
Dijon Hors Métropole	52 944	54 048	+2,1	25 604	26 349	+2,9	48 343	50 696	+4,9
Côte d'Or	250 593	253 063	+1,0	122 946	124 123	+1,0	220 999	228 670	+3,5
Région BFC	1 271 663	1 262 620	-0,7	612 424	609 041	-0,6	1 109 159	1 130 545	+1,9

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2024

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Dijon Hors Métropole	1 590	4 350	252	5 099	45	3 770	4	2 264	1 891	15 484
Côte d'Or	11 459	34 406	2 613	52 818	507	49 042	55	21 529	14 634	157 795
Région BFC	54 528	163 930	11 566	232 376	2 082	199 387	201	90 414	68 377	686 106

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2024	2023	Evol. (en %)	2024 (en %)	2023 (en %)
Dijon Hors Métropole					
Commerce, réparation automobile	2 594	2 606	-0,5	16,8	16,9
Transports et entreposage	1 899	1 868	+1,7	12,3	12,1
Héberge médico social et social et act soc sans héberg	1 730	1 724	+0,3	11,2	11,2
Construction	1 628	1 707	-4,6	10,5	11,1
Recherche développement scientifique	1 271	1 270	+0,1	8,2	8,2
Métallurgie et fab. de produits métalliques	741	749	-1,1	4,8	4,9
Ind. agro-alimentaires	662	633	+4,6	4,3	4,1
Hébergement et restauration	624	609	+2,5	4,0	4,0
Activités juridiques, comptables	501	484	+3,5	3,2	3,1
Act. de serv. adm. et de soutien	404	388	+4,2	2,6	2,5
Fab. de matériels de transport	340	336	+1,2	2,2	2,2
Fab. de produits en caoutchouc, plastique	325	327	-0,6	2,1	2,1
Toutes activités	15 484	15 403	+0,5	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dijon Métropole

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreetts

Dijon Métropole				
	T3 2025	Part	Evol. par rapport au T2 2025 T3 2024	
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	12 040	100 %	+1,9	+8,6
<25 ans	2 060	17 %	+9,0	+29,6
25-49 ans	7 200	60 %	+1,1	+4,7
50 ans et +	2 780	23 %	-0,7	+6,1
Hommes	6 280	52 %	+3,1	+7,2
Femmes	5 750	48 %	+0,5	+9,9
Catégories ABC (données cvs-cjo)	22 180	100 %	+1,6	+6,1
<25 ans	3 290	15 %	+5,1	+20,1
25-49 ans	13 730	62 %	+0,9	+4,2
50 ans et +	5 160	23 %	+1,4	+3,8
Hommes	11 310	51 %	+2,0	+5,7
Femmes	10 870	49 %	+1,2	+6,6
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	9 510	43 %	+1,7	+7,3
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	1 430		+4,4	-7,1
Catégorie E (données cvs-cjo)	1 070		+3,9	-3,6
Catégorie F (données brutes)	990		/	/
Catégorie G (données brutes)	2 910		/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 3e trimestre 2025

12 040 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 1,9 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une hausse de 1,6 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 15 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 5,1 % par rapport au trimestre précédent.

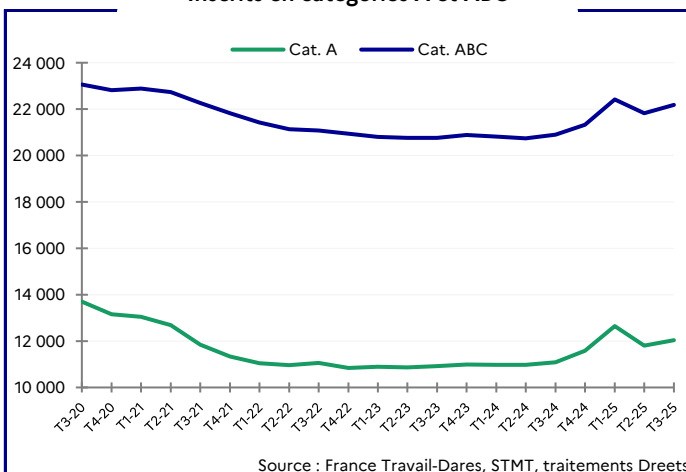
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 62 % du total. Leur nombre croît de 0,9 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 23 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre croît de 1,4 % par rapport au trimestre précédent.

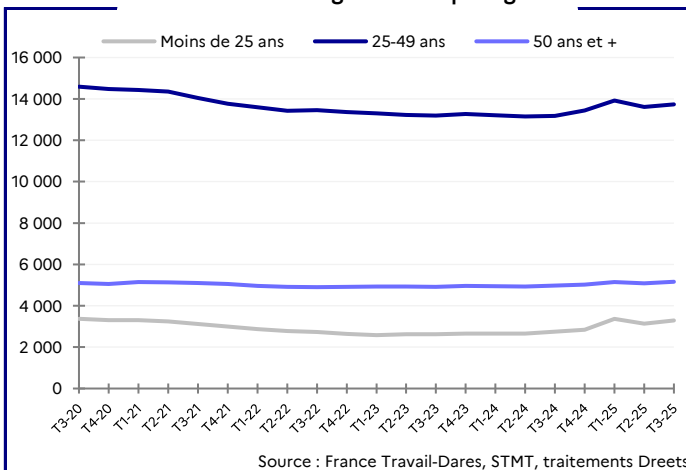
Les DELD forment 43 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 1,7 % par rapport au trimestre précédent.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 990 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 2 910 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dijon Métropole

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA)

	T3 2025	Dijon Métropole Cumul 2025	Evol. (en %) cumul 25/cumul 24
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	8	26	-70,5
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	336	950	+73,7
CEJ	221	782	-17,8
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 2T2025)	145	401	+11,6

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T2 2025	T2 2024	T2 2023
Dijon Métropole	3 480	3 560	4 120
Equivalent emplois à temps plein			
dont Agriculture	10	10	10
Industrie	1 150	1 110	1 330
Construction	840	880	1 010
Commerce	260	280	320
Services	1 220	1 280	1 450

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Construction	840
Transports et entreposage	450
Act. de serv. adm. et de soutien	370
Commerce, réparation automobile	260
Industrie pharmaceutique	180

Guide de lecture :

Au 2e trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 3 480 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur des services avec 1 220 emplois (ETP), représentant environ 35 % du total. Ce nombre diminue de 5 % en un an. Le secteur de l'industrie suit avec 1 150 emplois (ETP), soit environ 33 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur augmente de 4 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : construction (environ 840 ETP), transports et entreposage (environ 450 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 16/10/2025

	T2 2025	T2 2024
Dijon Métropole		
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	s	s
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	s	34
Heures indemnisées	725	5 405
Taux de consommation	1,3	7,6

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

s : secret statistique

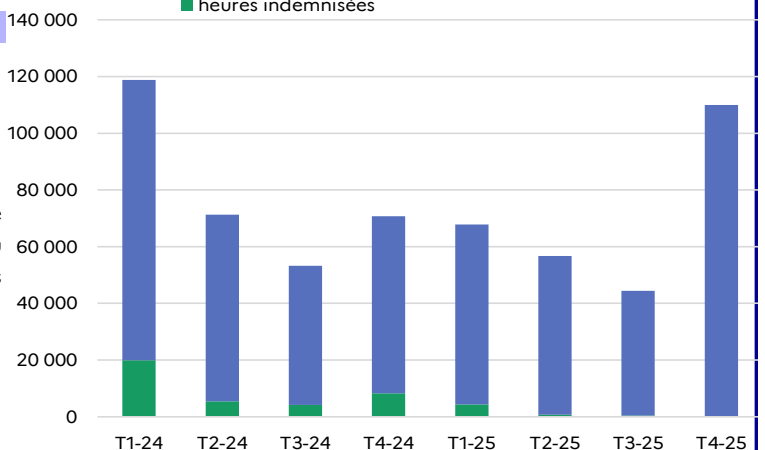
Guide de lecture :

Au 2e trimestre 2025, en moyenne :

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 725 heures. Les établissements ont consommé 1,3 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires

■ heures demandées et autorisées par l'administration
■ heures indemnisées



Dijon Métropole

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

	T2 2025	T2 2024	
Dijon Métropole	32 988	33 824	Guide de lecture :
Embauches			Au 2e trimestre 2025
Contrats signés			• Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
dont			32 988 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 836 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
CDD	28 431	28 931	• Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
CDI	4 557	4 893	Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 14 % des recrutements contre 14 % à la même période en 2024.
Evol. CDD	-1,7 %	+2,5 %	
Evol. CDI	-6,9 %	-3,5 %	
Départs	33 895	34 663	• Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
Fins de CDD	27 640	28 271	27 640 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 88 % duraient moins d'un mois (88 % il y a un an à la même période).
dont CDD <1 mois	88 %	88 %	• Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
Ruptures de contrat	6 255	6 392	6 255 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 137 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
démissions	2 671	2 932	• Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
lic. économiques	67	63	Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 43 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 6 % des ruptures, les licenciements économiques 9 %.
fins période d'essai	1 347	1 445	
retraite	348	260	
rupture conventionnelle	593	520	
lic. non économiques	964	963	
autres	265	209	



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
8 550	8 283
Part des jeunes dans les embauches :	Part des jeunes dans les départs :
26 %	24 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
16 %	82 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
8 686	9 430
Part des seniors dans les embauches :	Part des seniors dans les départs :
26 %	28 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
3 %	93 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ? Ils représentent 26 % des embauches et 24 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 16 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ? Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 82 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

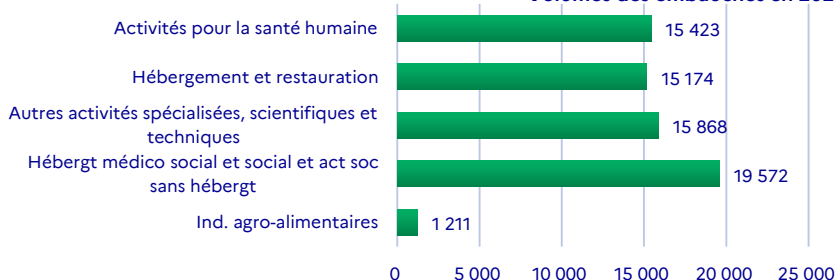
Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

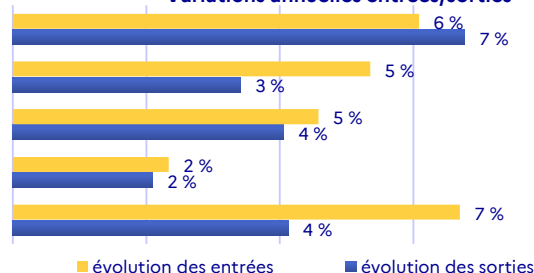
- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?

Le secteur "activités pour la santé humaine" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 6,1 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 6,8 %.

Volumes des embauches en 2024



Variations annuelles entrées/sorties



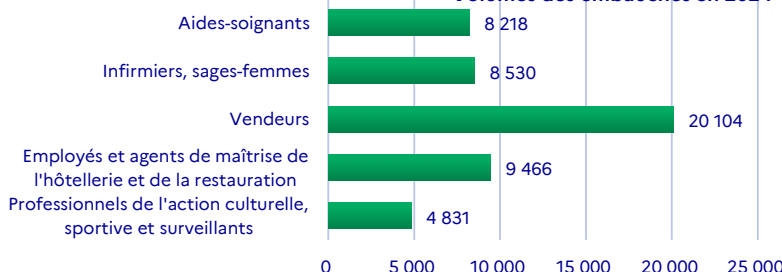
Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

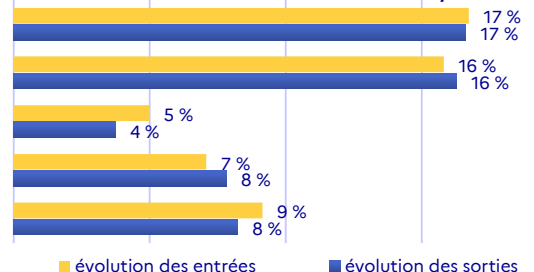
- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?

La famille de métiers "aides-soignants" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 16,7 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 16,6 %.

Volumes des embauches en 2024



Variations annuelles entrées/sorties



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dijon Métropole

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2016	2022	Evol. 2022/2016	
			En valeur	En %
Dijon Métropole	251 897	258 630	+6 733	+2,7
Côte d'Or	533 213	537 577	+4 364	+0,8
Région BFC	2 818 338	2 803 977	-14 361	-0,5

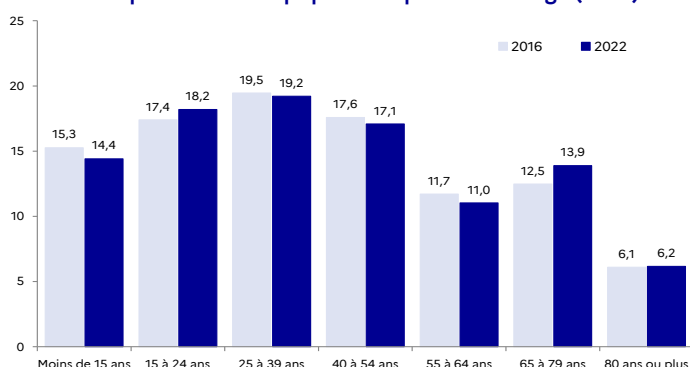
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

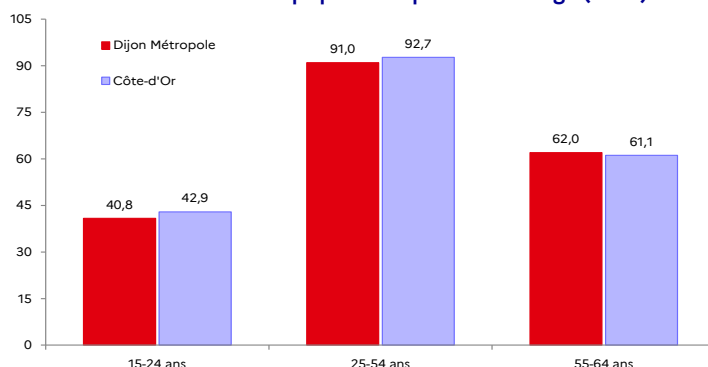
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016
Dijon Métropole	118 422	122 303	+3,3	59 414	60 699	+2,2	101 880	107 584	+5,6
Côte d'Or	250 593	253 063	+1,0	122 946	124 123	+1,0	220 999	228 670	+3,5
Région BFC	1 271 663	1 262 620	-0,7	612 424	609 041	-0,6	1 109 159	1 130 545	+1,9

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2024

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Dijon Métropole	6 070	19 083	1 626	33 160	338	33 872	42	16 559	8 076	102 673
Côte d'Or	11 459	34 406	2 613	52 818	507	49 042	55	21 529	14 634	157 795
Région BFC	54 528	163 930	11 566	232 376	2 082	199 387	201	90 414	68 377	686 106

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2024	2023	Evol. (en %)	2024 (en %)	2023 (en %)
Dijon Métropole					
Commerce, réparation automobile	15 819	15 857	-0,2	15,4	15,6
Act. de serv. adm. et de soutien	9 903	10 087	-1,8	9,6	9,9
Transports et entreposage	8 523	8 532	-0,1	8,3	8,4
Construction	8 017	8 038	-0,3	7,8	7,9
Héberge médico social et social et act soc sans héberg	7 058	6 870	+2,7	6,9	6,7
Hébergement et restauration	6 055	5 802	+4,4	5,9	5,7
Activités juridiques, comptables	6 005	5 977	+0,5	5,8	5,9
Activités pour la santé humaine	4 482	4 465	+0,4	4,4	4,4
Activ. financières et d assurance	4 392	4 304	+2,0	4,3	4,2
Intérim	3 264	2 984	+9,4	3,2	2,9
Enseignement	2 967	2 932	+1,2	2,9	2,9
Autres activités de services	2 943	2 920	+0,8	2,9	2,9
Toutes activités	102 673	101 868	+0,8	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Montbard

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

	T3 2025	Part	Evol. par rapport au	
			T2 2025	T3 2024
Montbard				
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	1 920	100 %	+3,8	+6,7
<25 ans	310	16 %	+6,9	+29,2
25-49 ans	970	51 %	+4,3	+6,6
50 ans et +	640	33 %	+1,6	-1,5
Hommes	1 000	52 %	+2,0	+5,3
Femmes	920	48 %	+5,7	+8,2
Catégories ABC (données cvs-cjo)	3 770	100 %	+0,3	+2,7
<25 ans	520	14 %	+6,1	+15,6
25-49 ans	2 010	53 %	+0,5	+2,6
50 ans et +	1 240	33 %	-2,4	-1,6
Hommes	1 800	48 %	+0,6	+2,9
Femmes	1 980	53 %	+0,5	+3,1
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	1 900	50 %	+0,0	+2,7
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	280		-3,4	+27,3
Catégorie E (données cvs-cjo)	200		+11,1	+11,1
Catégorie F (données brutes)	210		/	/
Catégorie G (données brutes)	650		/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 3e trimestre 2025

1 920 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 3,8 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une hausse de 0,3 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 14 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 6,1 % par rapport au trimestre précédent.

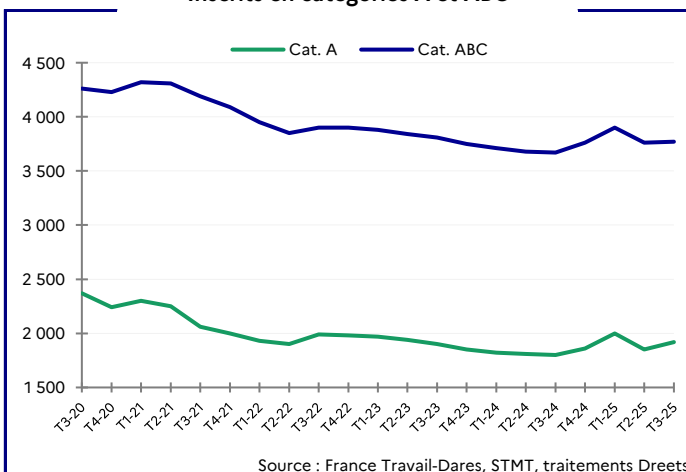
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 53 % du total. Leur nombre croît de 0,5 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 33 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre baisse de 2,4 % par rapport au trimestre précédent.

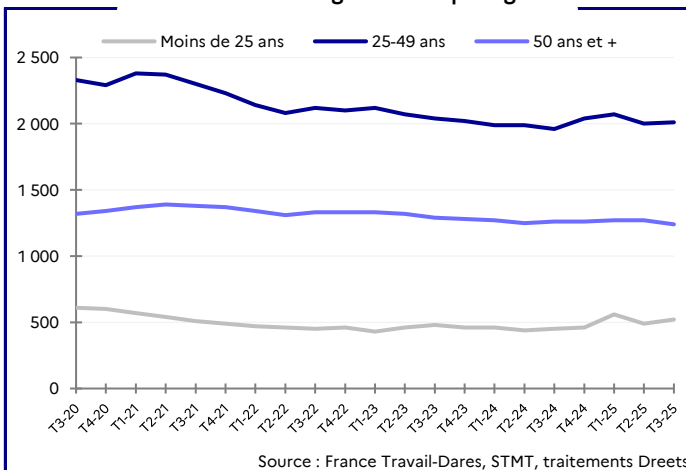
Les DELD forment 50 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre est stable sur un trimestre. % par rapport au trimestre précédent.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 210 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 650 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Montbard

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA)

	Montbard		
	T3	Cumul	Evol. (en %)
	2025	2025	cumul 25/cumul 24
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	s	11	-72,5
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	61	189	-9,6
CEJ	132	298	-7,2
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 2T2025)	11	31	-1,4

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements DreetS - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T2	T2	T2
Montbard	2025	2024	2023
Equivalent emplois à temps plein	370	380	380
dont			
Agriculture	0	0	0
Industrie	240	240	220
Construction	30	20	40
Commerce	10	10	10
Services	90	110	110

Guide de lecture :

Au 2e trimestre, en moyenne :

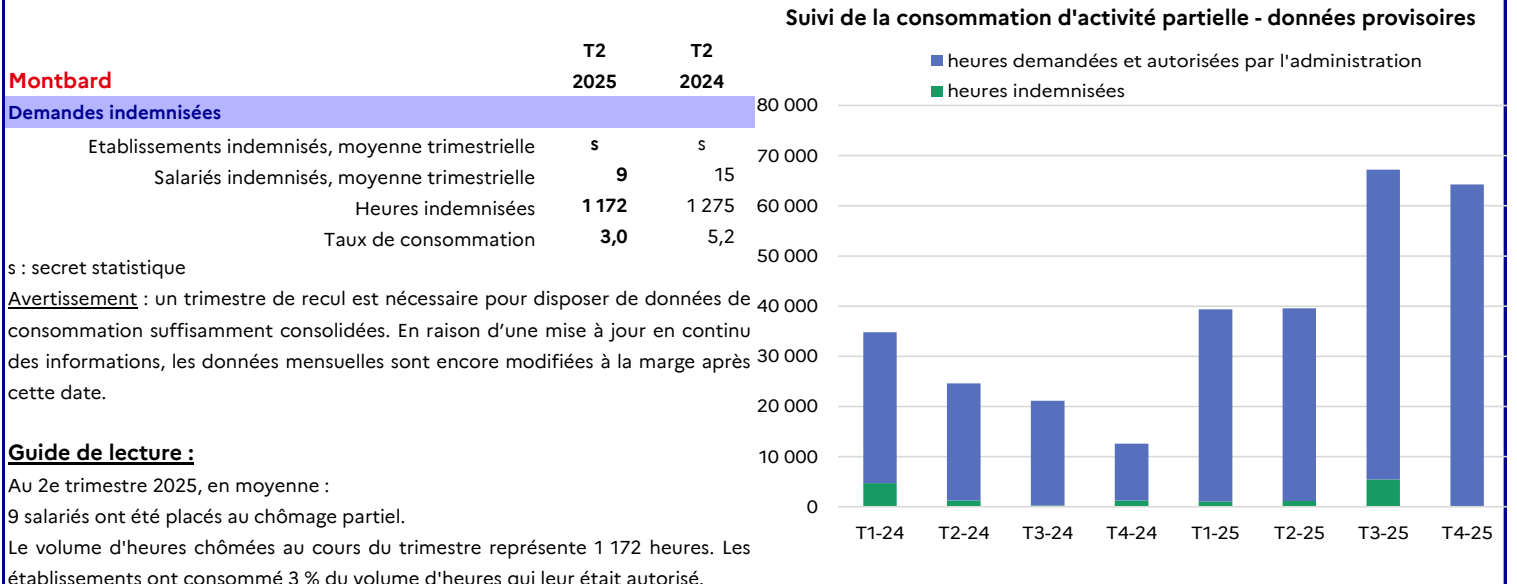
Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 370 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 240 emplois (ETP), représentant environ 65 % du total. Ce nombre est stable sur un an. Le secteur des services suit avec 90 emplois (ETP), soit environ 24 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur diminue de 18 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements (environ 130 ETP), activités de services administratifs et de soutien (environ 50 ETP).

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Métallurgie et fab. de produits métalliques	130
Act. de serv. adm. et de soutien	50
Fab. de produits en caoutchouc, plastique	30
Construction	30
Ind. agro-alimentaires	20

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source : DGEFP, données provisoires au 16/10/2025



Montbard

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

	T2 2025	T2 2024
Montbard		
Embauches	3 434	3 204

Contrats signés

dont	CDD	3 100	2 813
	CDI	334	391
	Evol. CDD	+10,2 %	-11,0 %
	Evol. CDI	-14,6 %	+1,0 %

Départs	3 306	3 097
----------------	--------------	--------------

Fins de CDD

dont CDD <1 mois	88 %	88 %
------------------	------	------

Ruptures de contrat

démissions	209	240
lic. économiques	34	14
fins période d'essai	91	97
retraite	48	39
rupture conventionnelle	55	46
lic. non économiques	98	103
autres	21	38

Au 2e trimestre 2025

• Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?

3 434 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 230 en plus par rapport à l'an dernier à la même période.

• Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?

Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 10 % des recrutements contre 12 % à la même période en 2024.

• Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?

2 750 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 88 % duraient moins d'un mois (88 % il y a un an à la même période).

• Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?

556 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 21 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.

• Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.

Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 38 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 9 % des ruptures, les licenciements économiques 10 %.



Focus sur les jeunes

Embauches

792

Départs

656

Part des jeunes
dans les embauches : 23 %

Part des jeunes
dans les départs : 20 %

Part CDI
8 %

Part CDD <1 mois
80 %



Focus sur les seniors

Embauches

1 267

Départs

1 285

Part des seniors
dans les embauches : 37 %

Part des seniors
dans les départs : 39 %

Part CDI
2 %

Part CDD <1 mois
94 %

• Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?

Ils représentent 23 % des embauches et 20 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 8 % ont signé un CDI.

• La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?

Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 80 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

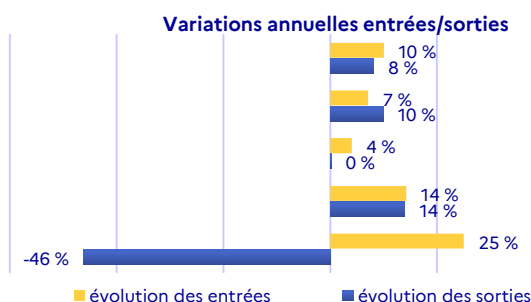
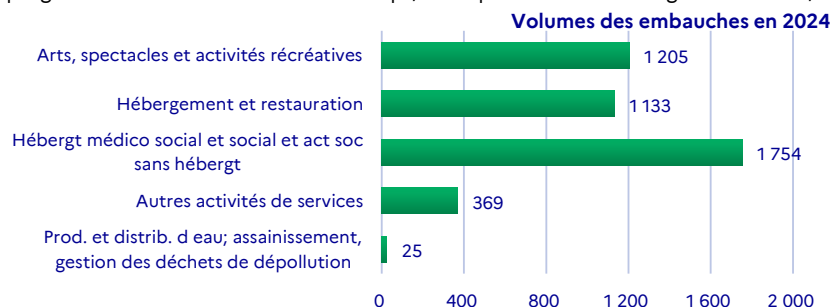
Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

• Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?

Le secteur "arts, spectacles et activités récréatives" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 10 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 8,2 %.

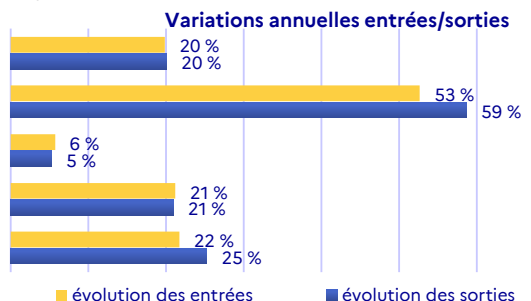
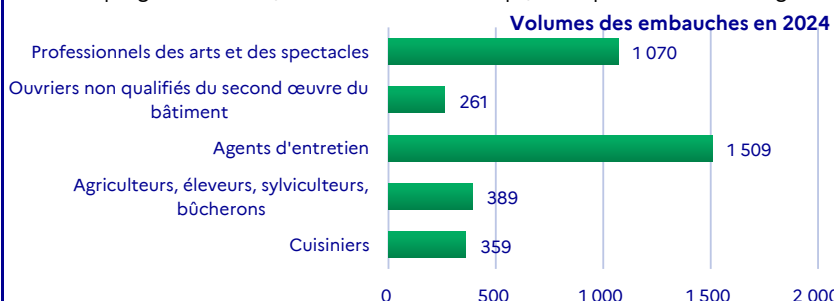


Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

• Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?

La famille de métiers "professionnels des arts et des spectacles" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 19,8 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 20,1 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Montbard

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2016	2022	Evol. 2022/2016	
			En valeur	En %
Montbard	60 074	57 858	-2 216	-3,7
Côte d'Or	533 213	537 577	+4 364	+0,8
Région BFC	2 818 338	2 803 977	-14 361	-0,5

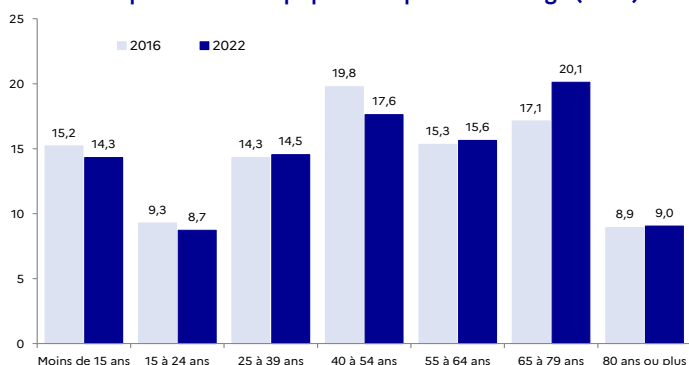
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

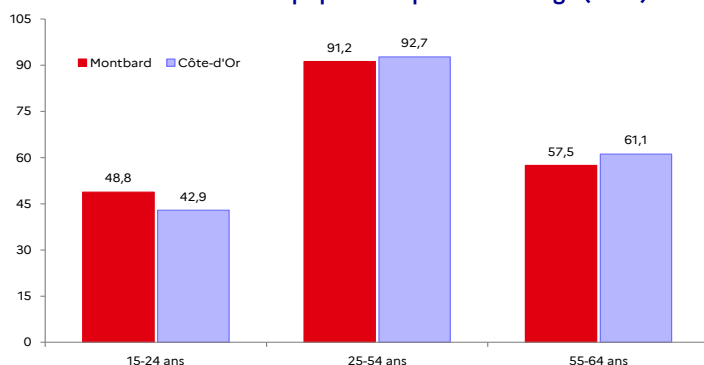
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016
Montbard	26 485	24 636	-7,0	12 703	11 890	-6,4	23 300	22 148	-4,9
Côte d'Or	250 593	253 063	+1,0	122 946	124 123	+1,0	220 999	228 670	+3,5
Région BFC	1 271 663	1 262 620	-0,7	612 424	609 041	-0,6	1 109 159	1 130 545	+1,9

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2024

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Montbard	1 092	3 179	193	3 496	31	2 736	4	1 304	1 320	10 715
Côte d'Or	11 459	34 406	2 613	52 818	507	49 042	55	21 529	14 634	157 795
Région BFC	54 528	163 930	11 566	232 376	2 082	199 387	201	90 414	68 377	686 106

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2024	2023	Evol. (en %)	2024 (en %)	2023 (en %)
Montbard					
Commerce, réparation automobile	1 805	1 862	-3,1	16,8	17,3
Métallurgie et fab. de produits métalliques	1 213	1 246	-2,6	11,3	11,6
Héberge médico social et social et act soc sans héberg	1 185	1 122	+5,6	11,1	10,4
Construction	1 029	1 026	+0,3	9,6	9,6
Fab. de textiles, ind. de l'habillement	719	721	-0,3	6,7	6,7
Transports et entreposage	689	708	-2,7	6,4	6,6
Hébergement et restauration	521	520	+0,2	4,9	4,8
Ind. agro-alimentaires	448	439	+2,1	4,2	4,1
Act. de serv. adm. et de soutien	427	407	+4,9	4,0	3,8
Travail du bois, ind. du papier et imprimerie	376	389	-3,3	3,5	3,6
Activités juridiques, comptables	367	367	0,0	3,4	3,4
Activités pour la santé humaine	240	248	-3,2	2,2	2,3
Toutes activités	10 715	10 742	-0,3	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Principaux indicateurs

CLPE de la Côte d'Or

	Beaune	Dijon hors métropole	Dijon métropole	Montbard	Côte d'Or	BFC
Inscrits à France Travail au 3ème Trim. 2025						
Catégorie A (données CVS-CJO)	2 860	2 640	12 040	1 920	19 450	109 260
Evol. (en %) sur 1 Trim.	+3,2	+1,5	+1,9	+3,8	+2,2	+0,9
Evol. (en %) sur 1 an	+2,5	+6,0	+8,6	+6,7	+7,0	+6,7
Catégories ABC (données CVS-CJO)	6 300	5 960	22 180	3 770	38 220	205 270
Evol. (en %) sur 1 Trim.	+1,1	+0,8	+1,6	+0,3	+1,3	+0,8
Evol. (en %) sur 1 an	+1,3	+2,9	+6,1	+2,7	+4,5	+4,5
Inscrits depuis 1 an ou plus	2 960	2 770	9 510	1 900	17 140	91 670
Catégorie D (données CVS-CJO)	400	420	1 430	280	2 530	13 690
Catégorie E (données CVS-CJO)	460	440	1 070	200	2 170	12 640
Catégorie F (données brutes)	520	240	990	210	1 940	10 907
Catégorie G (données brutes)	320	370	2 910	650	4 230	24 465
Entrées dans les dispositifs au 3ème Trim. 2025						
PEC	s	s	8	s	12	177
Cumul 2025	16	8	26	11	61	663
PACEA	51	89	336	61	537	3 153
Cumul 2025	147	248	950	189	1 534	8 158
CEJ	113	49	221	132	515	2 700
Cumul 2025	284	193	782	298	1 557	8 300
Apprentissage (secteur privé) au 2T2025	34	17	145	11	207	856
Cumul 2025	101	53	401	31	586	2 280
Recours à l'intérim au 2ème Trim. 2025						
Equivalent emplois à temps plein	1 660	770	3 480	370	6 280	32 710
Evol. (en %) sur 1 an	-6,2	+10,0	-2,2	-2,6	-2,0	-2,6
Recours à l'activité partielle au 2ème Trim. 2025						
Heures indemnisées	4 079	s	s	1 172	5 251	228 119
Evol. (en nbre) sur 1 an	-9 762	s	s	-103	-15 300	-220 899
Embauches et départs au 2ème Trim. 2025						
Embauches	9 249	4 869	32 988	3 434	50 540	188 725
Evol. (en %) sur 1 an	+5,9	+9,5	-2,5	+7,2	+0,7	+3,1
Départs	8 469	4 751	33 895	3 306	50 421	186 353
Evol. (en %) sur 1 an	+7,5	+7,1	-2,2	+6,7	+0,7	+2,7
Démographie - Population active (RP 2022)						
Population totale	109 350	111 739	258 630	57 858	537 577	2 803 977
Evol. 2022/2016	-1,7	+1,6	+2,7	-3,7	+0,8	-0,5
Actifs de 15 à 64 ans	52 076	54 048	122 303	24 636	253 063	1 262 620
Evol. 2022/2016	-1,3	+2,1	+3,3	-7,0	+1,0	-0,7
Actifs en emploi de 15 à 64 ans	48 242	50 696	107 584	22 148	228 670	1 130 545
Evol. 2022/2016	+1,6	+4,9	+5,6	-4,9	+3,5	+1,9
Structure de l'emploi salarié total fin 2023						
Source : Insee-Flores						
Nombre de salariés	39 695	20 649	145 724	16 765	222 833	970 781
Part (en %) dans :						
Agriculture	9,0	1,8	0,3	3,6	2,2	1,9
Secteur public	15,9	20,0	28,5	29,0	25,5	25,9
Secteur privé (hors agriculture) :	75,1	78,2	71,2	67,4	72,3	72,3
Industrie	17,9	16,4	8,3	22,0	6,1	17,4
Construction	5,5	8,0	5,5	5,9	5,8	5,6
Commerce	18,2	13,5	11,5	11,5	12,9	13,3
Services marchands	27,2	29,1	33,7	18,1	36,6	24,7
Services non marchands	6,3	11,2	12,2	9,9	10,9	11,2